

1.2 Revenu disponible brut des ménages – comparaison internationale

Afin d'être comparable d'un pays à l'autre, le revenu disponible des ménages mesuré ici s'appuie sur une notion de ménage plus large que celle retenue usuellement dans les enquêtes : en plus des ménages au sens propre, sont incluses les entreprises individuelles et les institutions sans but lucratif au service des ménages (associations, partis politiques, syndicats, etc.). L'utilisation des **parités de pouvoir d'achat** (ou taux de change réels) permet de tenir compte des différences de prix unitaires d'un pays à l'autre.

En 2022 parmi les principaux pays d'Europe de l'Ouest, le **revenu disponible brut (RDB) des ménages** par habitant en **standard de pouvoir d'achat (SPA)** est le plus élevé en Allemagne, suivi de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et enfin de l'Espagne. Il est 47 % plus haut en Allemagne qu'en Espagne. Aux États-Unis, le RDB par habitant est nettement supérieur : il se situe 56 % au-dessus de celui observé en France (58 200 SPA contre 37 300 SPA) ► **figure 1**.

Certaines spécificités institutionnelles nationales sont toutefois susceptibles d'expliquer fortement ces écarts apparents. Certaines dépenses, comme celles d'éducation ou de santé, peuvent être prises en charge plus ou moins largement par les administrations publiques ou les organismes à but non lucratif en contrepartie de cotisations ou d'impôts acquittés par les ménages. Le **revenu disponible brut ajusté (RDBA) des ménages** tient compte de ces transferts en nature. D'un pays à l'autre, l'ajustement a une incidence variable sur le RDB : il l'augmente en 2022 de 21 % en moyenne au sein des principaux pays d'Europe de l'Ouest, contre seulement 8 % aux États-Unis. Cette part plus élevée des transferts publics en Europe s'explique par la construction d'un État-providence plus développé qu'aux États-Unis. Parmi les pays européens, la part des transferts publics varie de 17 % du RDB en Italie à 24 % en France. L'inclusion de ces transferts réduit nettement l'écart entre les pays d'Europe de l'Ouest et les États-Unis, même si le RDBA par

habitant américain reste en 2022 supérieur de 36 % à celui de la France.

Depuis 2007, le **pouvoir d'achat du RDBA des ménages** par habitant évolue de façon assez contrastée selon les pays européens ► **figure 2**. Entre 2007 et 2013, il diminue en Espagne (-10 %) et en Italie (-12 %). Avec la crise de la dette européenne notamment, ces pays ont relevé leur taux de prélèvements obligatoires, ce qui a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. À l'inverse, il augmente légèrement en France et au Royaume-Uni (+1 %) et plus nettement en Allemagne (+5 %). Avec le retour de la croissance à partir de 2013, le pouvoir d'achat du RDBA par habitant augmente jusqu'en 2019 dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest. La crise sanitaire liée à la Covid-19 en 2020 marque un coup d'arrêt à cette hausse : le pouvoir d'achat diminue dans la plupart des pays européens. Le traitement comptable de l'effet des restrictions sanitaires sur la production des services non marchands a toutefois pu différer d'un pays à l'autre rendant les comparaisons délicates. La reprise d'activité en 2021 entraîne une forte hausse du pouvoir d'achat. En 2022, avec la reprise de l'inflation, le pouvoir d'achat diminue de 3 % en Espagne, de 2 % au Royaume-Uni et de 1 % en Italie. En France, les mesures exceptionnelles prises pour contenir les hausses de prix (bouclier tarifaire électricité et gaz, remise sur les carburants) soutiennent le pouvoir d'achat des ménages, qui augmente de 1 % en 2022. Au total, entre 2007 et 2022, le pouvoir d'achat du RDBA par habitant augmente de 18 % en Allemagne, de 11 % en France et de 10 % au Royaume-Uni, mais baisse de 1 % en Espagne et de 6 % en Italie.

Aux États-Unis, où l'activité a été plus soutenue sur toute la période, le pouvoir d'achat du RDBA par habitant augmente davantage, de 21 % entre 2007 et 2022. En 2022, le pouvoir d'achat diminue cependant de 5 %, les États-Unis n'ayant pas adopté de mesures de soutien aux ménages similaires à celles prises en France. ●

► Définitions

Parité de pouvoir d'achat (PPA), revenu disponible brut (RDB) des ménages, standard de pouvoir d'achat (SPA), revenu disponible brut ajusté (RDBA) des ménages, pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté (RDBA) des ménages : voir Glossaire.

► 1. Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages en 2022

Indicateur		France	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume-Uni	États-Unis
Revenu disponible brut (en Md€, £ ou \$)	(1)	1 700	2 408	1 285	832	1 604	19 423
Revenu disponible brut ajusté (en Md€, £ ou \$)	(2)	2 116	2 950	1 505	997	1 945	21 013
Parité de pouvoir d'achat	(3)	0,67	0,68	0,63	0,61	0,70	1,00
Population (en millions d'habitants)	(4)	68,5	83,8	59,0	47,8	67,8	333,6
Revenu disponible brut par habitant (en SPA ¹)	= (1)*1 000/(4)/(3)	37 251	42 096	34 585	28 660	33 733	58 229
Revenu disponible brut ajusté par habitant (en SPA ¹)	= (2)*1 000/(4)/(3)	46 366	51 565	40 520	34 339	40 898	62 996

1 Standard de pouvoir d'achat.

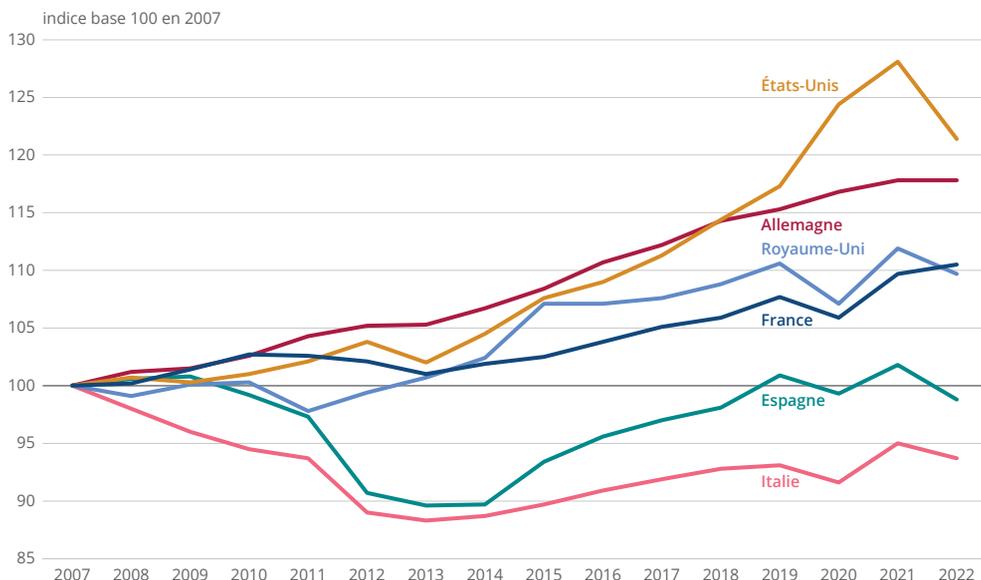
Note : Les indicateurs pour la France diffèrent de ceux présentés dans la fiche 1.1. Ils se réfèrent à la base 2014 des comptes nationaux de manière à disposer de statistiques comparables entre les pays.

Lecture : Le revenu disponible brut des ménages français est de 1 700 milliards d'euros en 2022.

Champ : Ménages, entreprises individuelles et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Sources : OCDE, comptes nationaux, base 2014, extraction des données du 13/06/2024, calculs Insee.

► 2. Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté des ménages par habitant



Note : Les indicateurs pour la France diffèrent de ceux présentés dans la fiche 1.1. Ils se réfèrent à la base 2014 des comptes nationaux de manière à disposer de statistiques comparables entre les pays.

Lecture : Entre 2007 et 2022, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté des ménages par habitant a progressé de 10,5 % en France.

Champ : Ménages, entreprises individuelles et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Sources : OCDE, comptes nationaux, base 2014, extraction des données du 13/06/2024, calculs Insee.